



GROUPE INTERSUD

FACILITATEUR DE CHIFFRE D'AFFAIRES

Lettre d'information n°81- Mai 2021

Cette lettre vous est proposée par INTERSUD, AFRECO et G2C et sera diffusée à leurs fidèles clients

Le BTP, touché mais pas coulé

La crise sanitaire a certes enrayé la dynamique du secteur. Et elle ne constitue pas le seul facteur de contrariété. Mais si les temps restent délicats, le BTP continue à recruter et bénéficie du plan de relance gouvernemental.

Avec tous les chantiers, même gigantesques, à l'arrêt pendant deux mois, le confinement du printemps 2020 aura constitué un véritable traumatisme pour le secteur du bâtiment et des travaux publics. Mais un an plus tard, la CAPEB – la confédération des artisans du bâtiment- annonce une croissance de 9,5% de l'activité au cours du premier trimestre 2021, comparée à la même période de 2020 ! Certes, il s'agit -à peine- d'un rattrapage, puisque le premier trimestre 2020 s'était clos sur une baisse d'activité de 12,5%. Mais qu'importe : les chiffres de croissance ont, visiblement, cessé d'être négatifs.

Cette mise en perspective illustre parfaitement la situation dans laquelle se trouve le BTP : à la fois très affecté, et prêt à repartir ; simultanément très optimiste, et très inquiet sur ses perspectives. Ainsi, l'existence de très grands chantiers a permis au secteur de redémarrer assez rapidement. C'est le cas, par exemple, en Ile-de-France où se construit le super-métro du Grand Paris express. Mais, notait la FFB Grand Paris en février, (fédération française du bâtiment des départements de la petite couronne parisienne) « même si le secteur semble mieux résister que d'autres à la crise actuelle, ce résultat est en trompe- l'œil. En effet, en excluant les grands projets et les glissements de chantiers, le manque de perspectives est criant, surtout pour les TPE et PME ».

Attentisme municipal

Car la crise sanitaire n'est pas seule en cause : traditionnellement, les périodes d'élections municipales sont marquées par un certain attentisme en matière de lancement de travaux. Le fait que celle-ci ait, l'an dernier, duré quasiment six mois, n'a rien arrangé. En outre, nombreux sont les nouveaux maires – et ce, quelle que soit leur obédience politique- à remettre en cause des projets

d'aménagement décidés sur leur commune. La densification, la « bétonisation », n'ont plus toujours bonne presse.

L'année 2020 a en outre été désastreuse en matière de construction neuve. Selon les indicateurs de la fédération française du bâtiment, les mises en chantier et les permis octroyés ont diminué de respectivement 9,3 % et 14,7 % en 2020. Le volume des logements commencés a atteint 351 000 unités, niveau inférieur de près de 10 000 unités à la moyenne observée depuis 1986. Il devrait encore fléchir de 12,6% en 2021. Car, en amont, les ventes des promoteurs ont chuté de 24,1 %. Seules les ventes dans l'individuel diffus résistent, à +4,3 % en glissement annuel sur trois mois à fin janvier 2021.

La situation est encore pire dans le non résidentiel neuf : le volume des surfaces commencées et autorisées s'effondre respectivement de 16,3 % et 19,2 % en 2020 et la tendance ne semble pas s'améliorer. En outre, de grandes incertitudes planent sur l'avenir du marché du tertiaire de bureau : la généralisation de deux journées de télétravail risque, à moyen terme, de libérer d'importantes surfaces existantes et de limiter le volume des constructions neuves nécessaires. En Ile-de-France, il a été calculé que deux jours télétravaillés par semaine libèreraient 3,5 millions de m², sur les 52 millions de m² de bureaux que compte l'Ile-de-France, soit 7 % du parc francilien.

La rénovation énergétique en forte progression

Malgré tout, le secteur reste raisonnablement optimiste. Ainsi, le marché de la maintenance-rénovation n'a chuté « que » de 8,2 % en volume sur 2020. Et l'activité de rénovation énergétique n'a diminué « que » de 5,2%. En outre, cette activité devrait profiter à plein des effets du plan de relance, qui favorise la rénovation énergétique à la fois dans les bâtiments publics, dans les bâtiments résidentiels et dans les bâtiments industriels et tertiaires.

D'ailleurs, note la FFB, les carnets de commande des entreprises de plus de dix salariés restent très bien orientés, à 8,4 mois de commandes à fin février 2021, soit près de 2,5 mois au-dessus de leur moyenne de longue période. En revanche, ceux des artisans reculent entre les troisième et quatrième trimestres 2020 à 4,1 mois, donc inférieurs de 0,4 mois à leur niveau de long terme. Un facteur d'incertitude perdure cependant : la crise a créé des tensions sur certains matériaux, qui souffrent de pénurie et donc les prix - notamment du zinc et de l'aluminium- ont tendance à augmenter, a relevé la Capeb dans sa dernière note de conjoncture.

Des finances préservées

Les finances des entreprises ne sont pas non plus mauvaises : les trésoreries des entreprises se sont clairement améliorées sur la fin 2020, -sans doute, un effet du prêt garanti par l'Etat- même si les marges ont baissé. Le taux de marge s'affiche à 21,7 % en moyenne, contre 26,4 % de 2019. Quant aux défaillances, elles baissent de 37,6 % en janvier 2021 par rapport à janvier 2020, dans la lignée de ce qui a été observé en 2020 (-45,3 %).

Du reste, le secteur peine toujours à recruter : en glissement annuel sur le dernier trimestre 2020, l'emploi a progressé de 2,2 %, soit un solde net de 24 700 emplois. La filière a du reste signé, en avril, une convention avec les ministères du travail, du logement et de la ville baptisée « 15 000 jeunes talents bâtisseurs ». Son objet : favoriser l'accès aux entreprises du bâtiment à 15 000 jeunes, demandeurs d'emploi et stagiaires issus prioritairement des quartiers de la politique de la ville (QPV) et réfugiés en situation régulière. Et ce, sur la période 2021-2022. La précédente opération, menée en 2018-2019, avait permis 21 000 embauches en CDD et CDI.

Vous travaillez avec un artisan du bâtiment ? N'hésitez pas à demander aux experts d'Intersud, G2C et Afreco de vous éclairer sur sa situation : la conjoncture est si particulière que chaque entreprise se trouve dans une situation différente !

Intersud



04 91 19 02 00

Afreco



04 78 53 12 99

G2C



04 72 88 69 00